



# Sous pression

La guerre en Ukraine et l'opinion  
publique européenne



# Sous pression

## La guerre en Ukraine et l'opinion publique européenne

---

Catherine E. de Vries & Isabell Hoffmann

**Catherine E. de Vries**

Professor of Political Science  
Bocconi University  
catherine.devries@unibocconi.it

**Isabell Hoffmann**

Senior Expert  
Bertelsmann Stiftung  
isabell.hoffmann@bertelsmann-stiftung.de

[www.eupinions.eu](http://www.eupinions.eu)

Une initiative de la | **BertelsmannStiftung**

Version belge en français et en néerlandais  
réalisée avec le soutien de la

**Description**

La crise de la zone euro a propulsé la réforme de l'Union européenne (UE) sur le devant de la scène du débat politique. Comment peut-on réformer une Union de 27 États, avec une population de près d'un demi-milliard d'habitants, pour qu'elle surmonte les futures crises économiques et les défis politiques? Il est extrêmement difficile de trouver une réponse à cette question, non seulement parce que les propositions de réforme actuelles sont tellement variées, mais plus encore parce que nous manquons d'informations sur les préférences des élites et des publics nationaux concernant la réforme. Bien que le soutien de l'UE intéresse les experts depuis plus de trois décennies, nous ne savons presque rien du soutien public à la réforme de l'UE. Les recherches actuelles se concentrent presque exclusivement sur les causes du soutien au projet actuel et ne fournissent pas de base suffisante pour des décisions efficaces en matière de réforme. Il est certain que la faisabilité et la durabilité de la réforme de l'UE dépendent de manière cruciale du soutien des publics nationaux. eupinions examine le soutien public à la réforme de l'UE en développant un modèle théorique et en utilisant des techniques de collecte de données de pointe. Nos conclusions aideront les décideurs politiques à formuler des propositions de réforme de l'UE aptes à recueillir un large soutien public.

# Introduction

---

— attaque de la Russie contre l'Ukraine a eu un puissant impact sur des principes inscrits de longue date de la politique européenne et allemande. Alors que les Européens se sont traditionnellement centrés sur leur image d'une Union européenne (UE) garante de la paix en Europe et d'une puissance commerciale mondiale détentrice d'un 'soft power', l'accent est mis aujourd'hui sur des questions de politique énergétique et d'autosuffisance militaire. Les débats sur l'autonomie stratégique ne sont pas neufs dans les cercles d'experts, mais la clarté et la véhémence avec lesquelles ils sont maintenant présentés au public le sont, tout comme les décisions qui sont actuellement prises. Les sanctions de l'UE contre la Russie ne sont en rien inférieures à celles imposées par les États-Unis, ni par leur ampleur, ni par leur rapidité. Le tout premier financement de fournitures d'armes à l'Ukraine décidé par la Commission européenne envoie aussi un signal clair. Nous avons vu plusieurs pivots dans la politique étrangère et sécuritaire de l'UE. En Allemagne, le chancelier Scholz a annoncé un programme d'urgence de 100 milliards d'euros de dépenses militaires, un engagement à investir 2% du PIB allemand dans la défense, et a commencé à livrer des armes à l'Ukraine. Après avoir longtemps évité une appartenance formelle à l'OTAN, la Finlande et la Suède ont entamé le processus d'adhésion. Les électeurs danois se sont prononcés par referendum pour l'abandon de la politique d'exception ('opt-out') de leur pays à l'égard d'une politique européenne de défense commune.

Cette étude vise à déterminer comment les opinions publiques et les attitudes ont évolué en Europe en réponse à l'agression russe et à ses conséquences politiques, militaires et humanitaires durant les six premiers mois de la guerre. Cela concerne aussi bien des décisions à court terme (p. ex. dépenses militaires, attitude d'acteur dans la situation de conflit aigu, politique d'alliances) que des questions à moyen et à long terme sur l'architecture de sécurité européenne (politique européenne commune de sécurité, élargissement de l'UE à l'Est).

Nous ciblons donc les trois aspects suivants : d'abord, étant donné la portée et la nature fondamentales des décisions à prendre, il est important que les décideurs politiques sachent comment le public se positionne et comment les attitudes et les opinions évoluent dans le temps. C'est seulement en intégrant ces connaissances que la légitimité de leurs politiques pourra être assurée. En deuxième lieu, les débats principalement menés dans des cercles d'experts devraient être étendus au grand public afin de le sensibiliser davantage et d'approfondir sa compréhension des enjeux. Enfin, des données représentatives sur l'opinion publique fournissent, surtout à des moments où les événements se bousculent, des informations objectives et utiles pour alimenter des débats productifs.

Cette étude cherche à éclairer ces sujets en présentant des éléments de preuve basés sur deux vagues d'enquêtes réalisées entre le 11 et le 23 mars ainsi qu'entre le 3 et le 26 juin 2022. Près de 12.000 citoyens de l'UE ont été interrogés à cette occasion. Nous nous appuyons spécifiquement sur deux séries de données. L'une

visée à capter les contours de l'opinion publique dans l'ensemble de l'UE27 alors que l'autre cherche à identifier des spécificités nationales en mettant plus profondément l'accent sur les répondants en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Pologne. Enfin, nous subdivisons aussi nos données par tranches d'âge pour avoir une idée de l'évolution possible de l'opinion européenne dans les années à venir.

L'étude est divisée en quatre parties. Nous examinons d'abord comment les Européens voient le rôle que joue l'UE dans les questions mondiales et les différences de vision selon l'État membre et la tranche d'âge. Ensuite, nous explorons l'opinion des Européens sur ce que l'UE et leur propre pays devraient faire pour gérer la guerre en Ukraine et ses retombées, ici aussi avec les différences par État membre et par tranche d'âge. Dans la troisième partie, nous étudions comment ces différentes conceptions du rôle de l'UE comme acteur international et de ses actions concernant la guerre en Ukraine ont évolué depuis le début du conflit. Enfin, nous concluons en examinant le retour de la question du coût de la vie dans les préoccupations des citoyens européens et nous nous demandons si cela a compromis leur volonté de soutenir les Ukrainiens.

Veillez noter qu'il s'agit d'une version abrégée du texte anglais original de cette étude. Vous trouverez la version complète, intitulée "Under Pressure – The War in Ukraine and European Public Opinion", sur notre site internet [www.eupinions.eu](http://www.eupinions.eu).

*Focus*

# Comment les Européens voient le rôle de l'UE dans le monde

Dans un premier temps, nous examinons combien d'Européens soutiennent l'idée d'une UE plus active sur la scène mondiale. Si une majorité de citoyens de l'UE (71%) pensent que l'UE prend déjà activement part aux affaires du monde, ils sont encore plus nombreux (80%) à approuver l'idée que "l'Union européenne devrait jouer un rôle plus actif dans les affaires du monde" (figure 1). La figure 2 présente le même type d'information, ventilée par catégories d'âge, ce qui permet d'avoir une idée de l'évolution que le soutien à un rôle plus actif de l'UE dans le monde pourrait connaître dans les années à venir.

FIGURE 1 UE 27 : L'Union européenne devrait jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales.

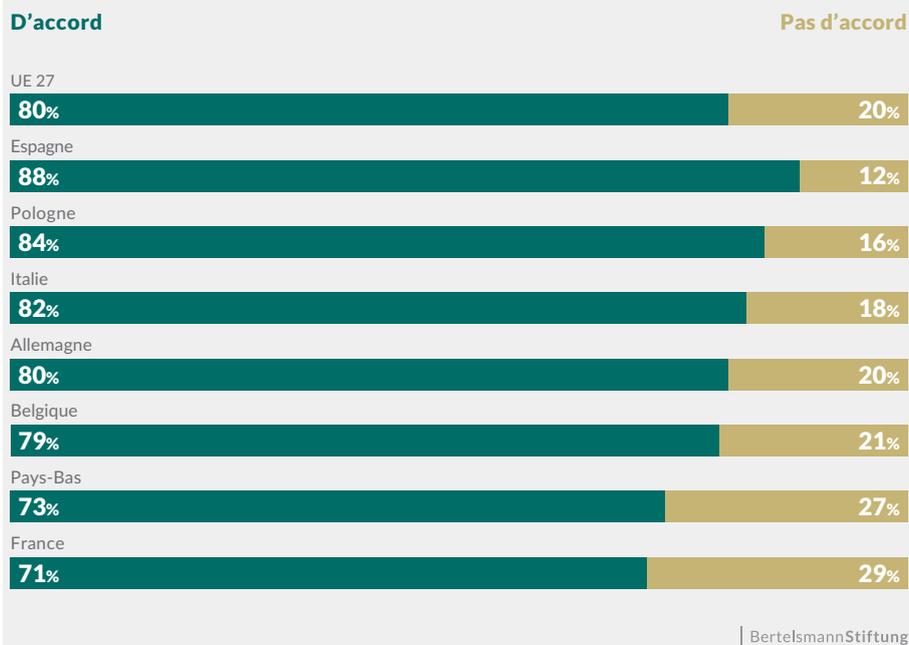


FIGURE 2 UE 27 : L'Union européenne devrait jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales.



Nous approfondissons ensuite la vision que les Européens ont du rôle de l'UE sur la scène mondiale en explorant ce dont l'UE a besoin, selon eux, pour peser d'un plus grand poids. Nous avons demandé aux répondants s'ils pensaient que l'UE avait besoin d'une puissance militaire, d'une force économique, de valeurs attractives ou d'alliés solides pour s'affirmer sur la scène mondiale. La figure 3 présente les données pour l'ensemble de l'UE ainsi que pour certains États membres. Elle montre qu'une large majorité d'Européens pensent que les quatre composantes sont nécessaires.

FIGURE 3 UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut



FIGURE 3.2 UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut une force économique.

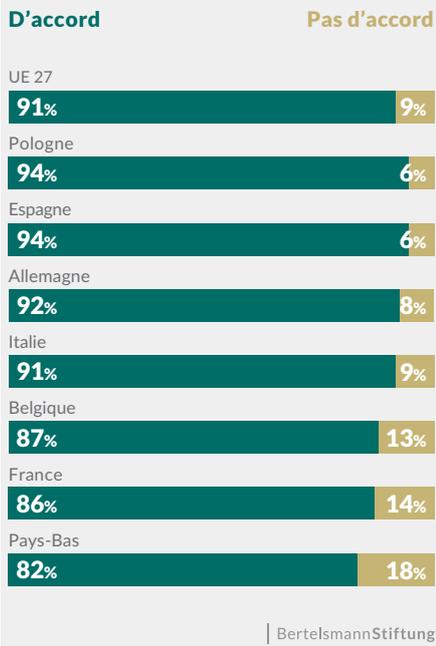


FIGURE 3.1 UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut une puissance militaire.

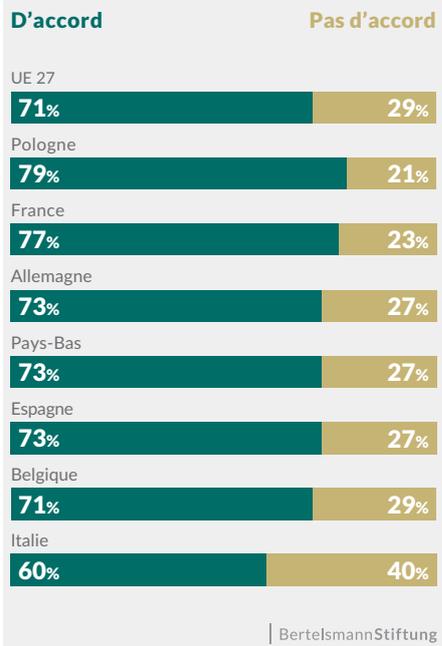


FIGURE 3.3 UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut des valeurs attractives.

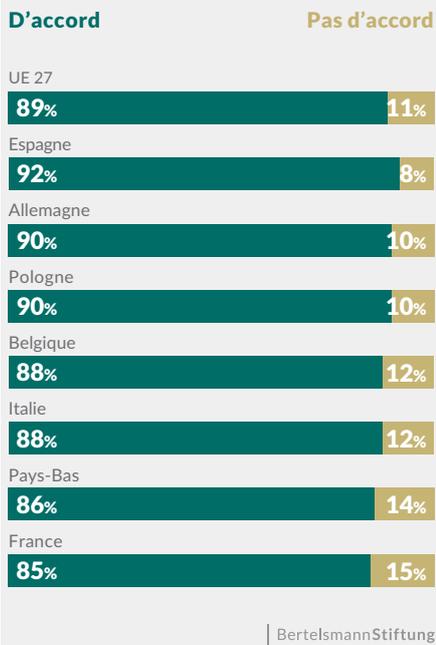
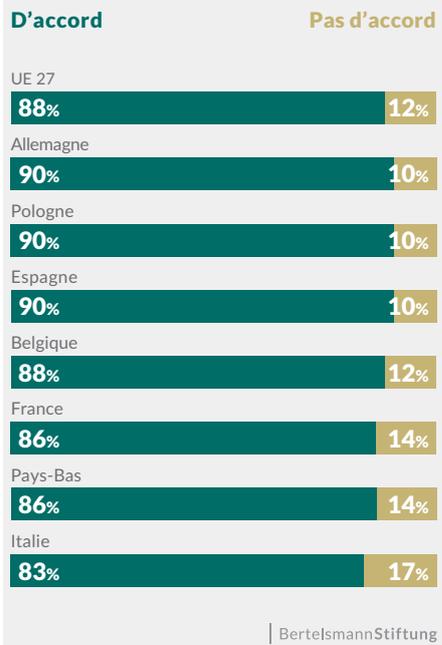
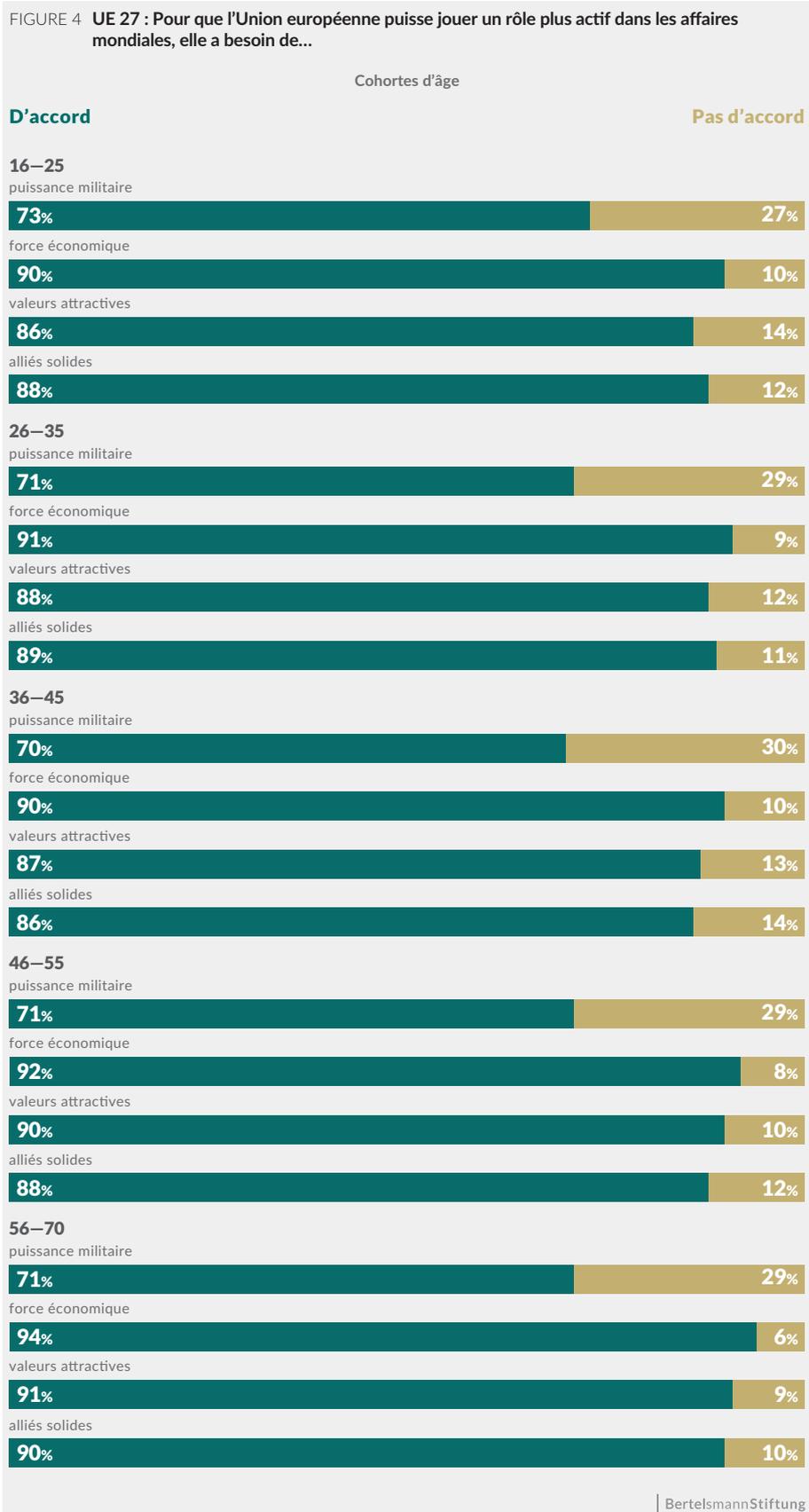


FIGURE 3.4 UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut des alliés solides.

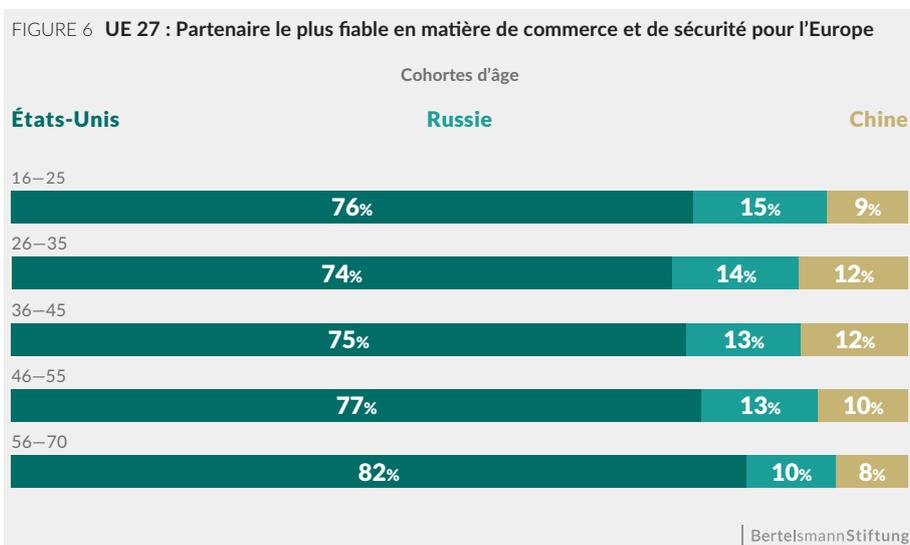
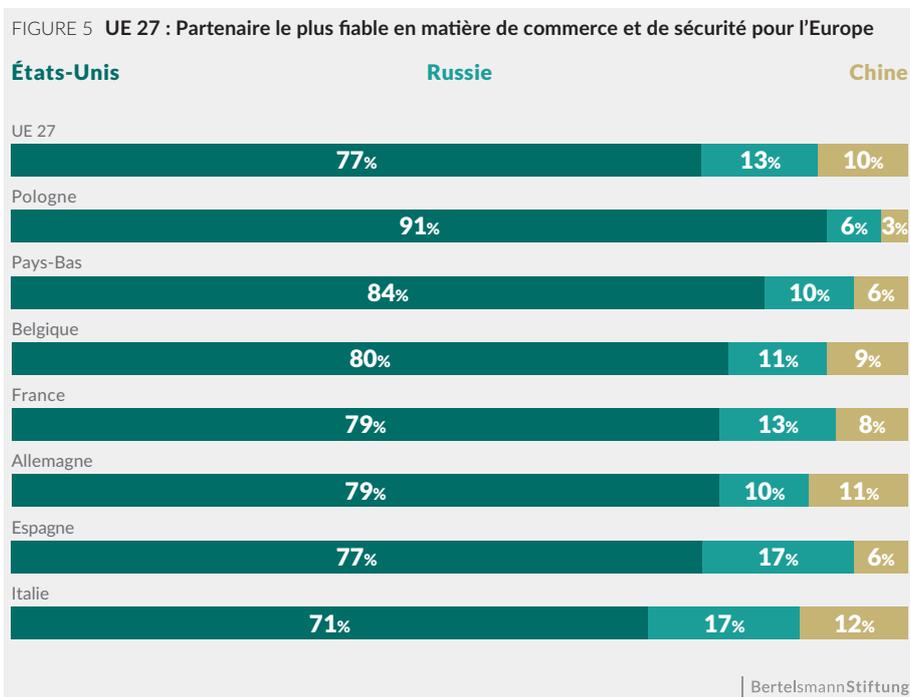


La figure 4 fournit les mêmes données, ventilées par catégories d'âge. On constate peu d'écart entre elles.



Dans l'ensemble, quand on compare les conceptions des Européens quant à ce que l'UE a besoin pour devenir un protagoniste plus actif dans les affaires mondiales, un objectif fortement soutenu par la plupart d'entre eux, on constate qu'ils citent la force économique comme étant l'élément le plus important. Ils continuent à soutenir l'idée d'une plus grande puissance militaire, mais à un degré moindre.

Enfin, en vue d'examiner comment les Européens perçoivent les différents alliés internationaux, nous avons sondé les répondants au sujet la fiabilité de la Chine, de la Russie et des États-Unis comme alliés internationaux de l'UE. La figure 5 montre qu'une majorité claire (77%) d'Européens considèrent que les États-Unis sont leur allié clé. La figure 6 indique comment les différentes catégories d'âge perçoivent la fiabilité de la Chine, de la Russie et des États-Unis comme alliés de l'UE.





# Ce que, selon les Européens, l'UE et les États membres devraient faire à propos de la guerre en Ukraine

Dans une seconde phase, nous examinons ce que l'UE et les gouvernements des États membres devraient faire, aux yeux des Européens, au sujet de la guerre en Ukraine. La figure 7 montre que les livraisons d'armes à l'Ukraine, en particulier par les gouvernements nationaux, sont un peu plus controversées que le rôle plus actif de l'UE dans les affaires du monde. La figure 8 détaille le soutien aux livraisons d'armes à l'Ukraine selon les différentes tranches d'âge.

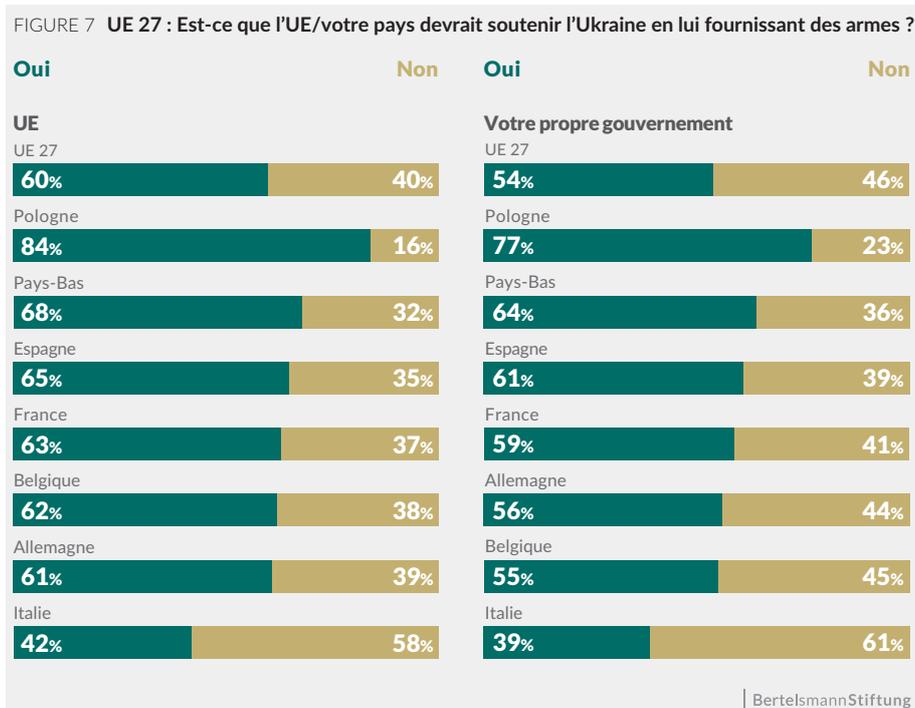
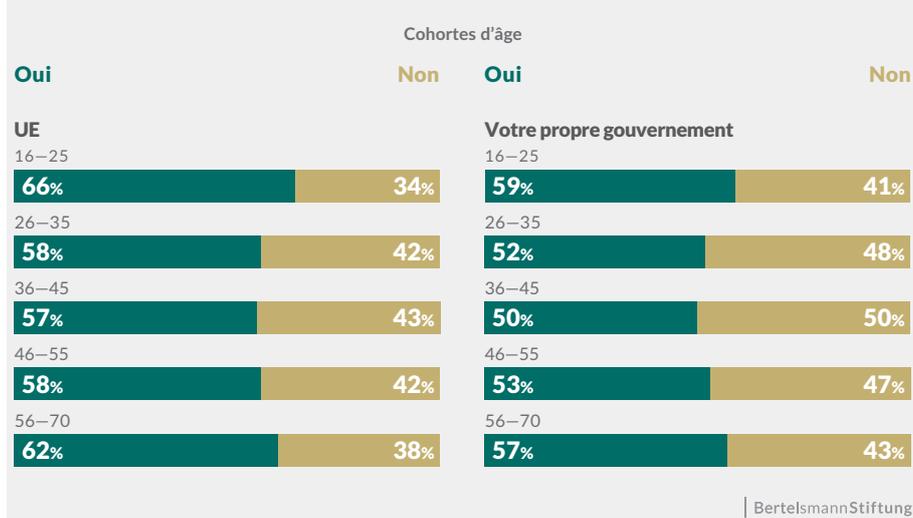
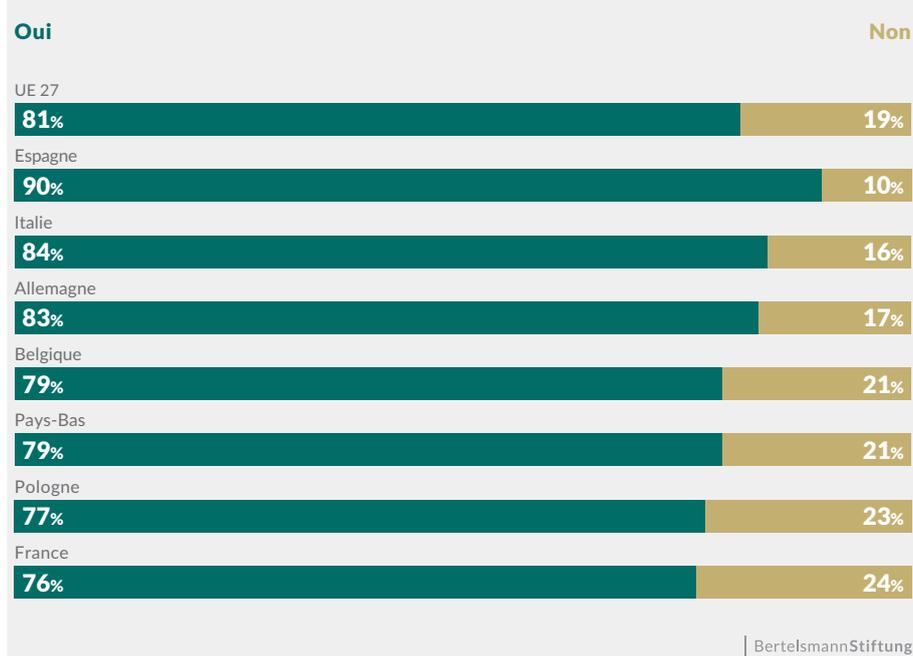


FIGURE 8 UE 27 : Est-ce que l'UE/votre pays devrait soutenir l'Ukraine en lui fournissant des armes ?



Ensuite, nous étudions le soutien à l'accueil de réfugiés ukrainiens dans les pays des répondants. Il ressort de la figure 9 qu'une large majorité d'Européens (81%) soutiennent cette idée.

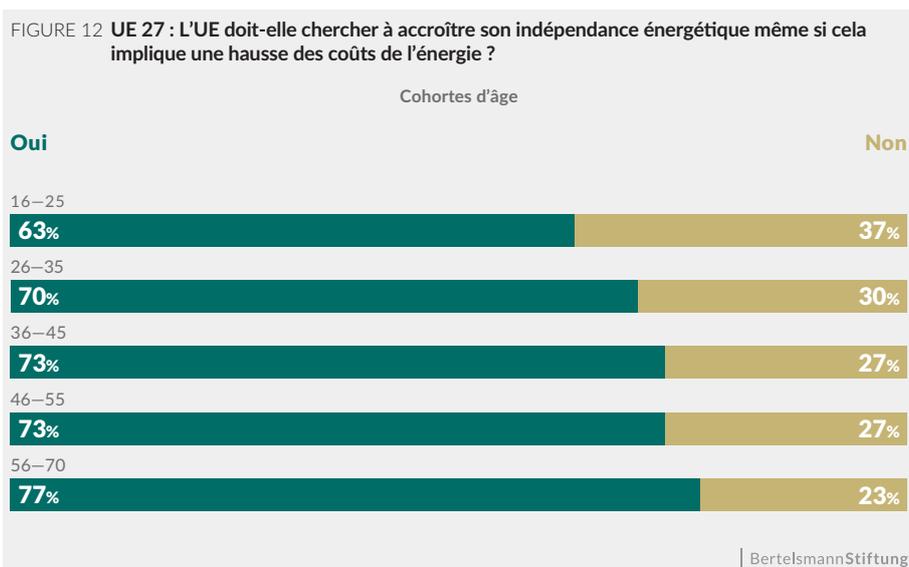
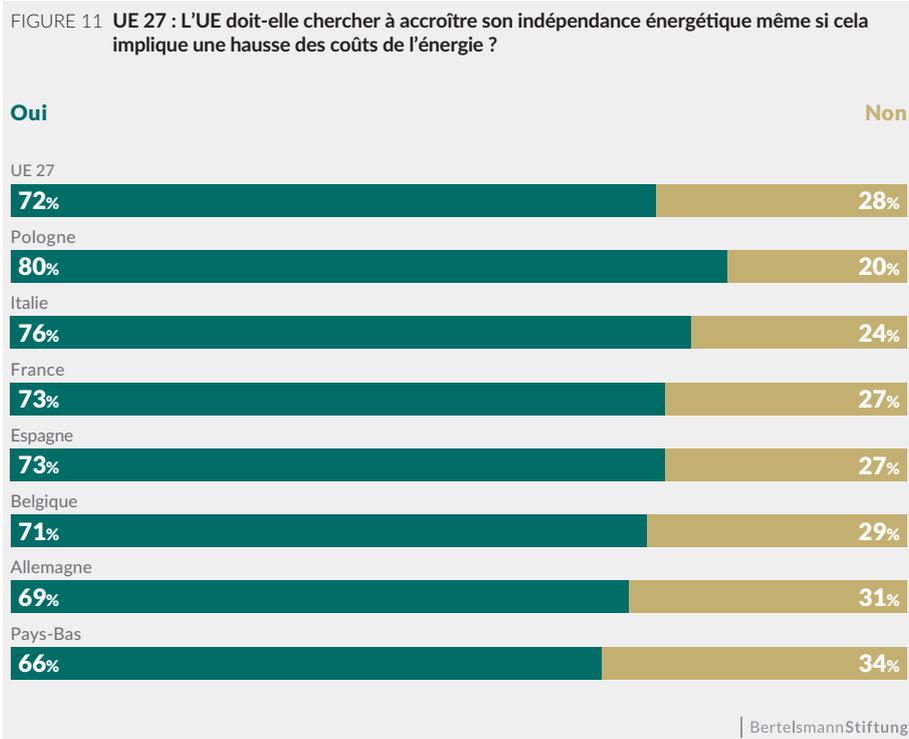
FIGURE 9 UE 27 : Votre pays doit-il accepter des réfugiés ukrainiens ?



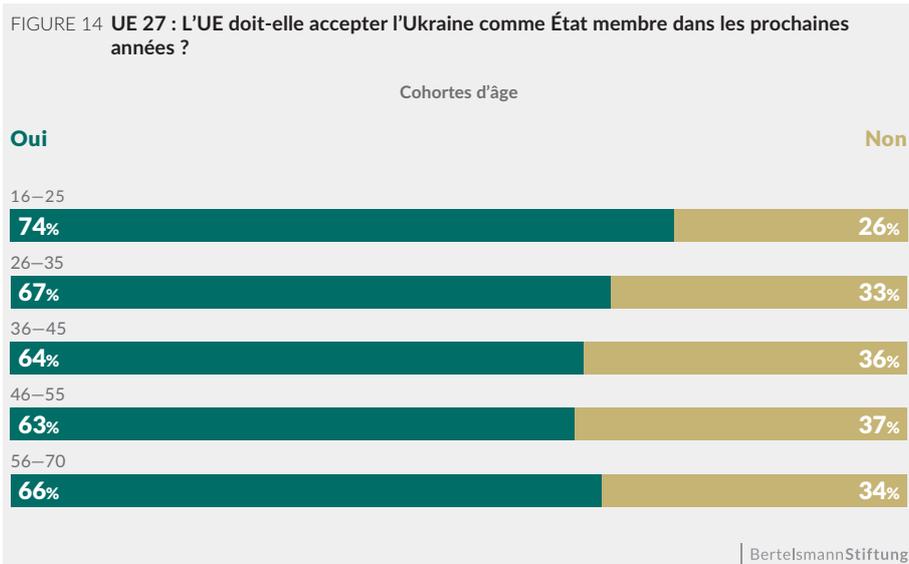
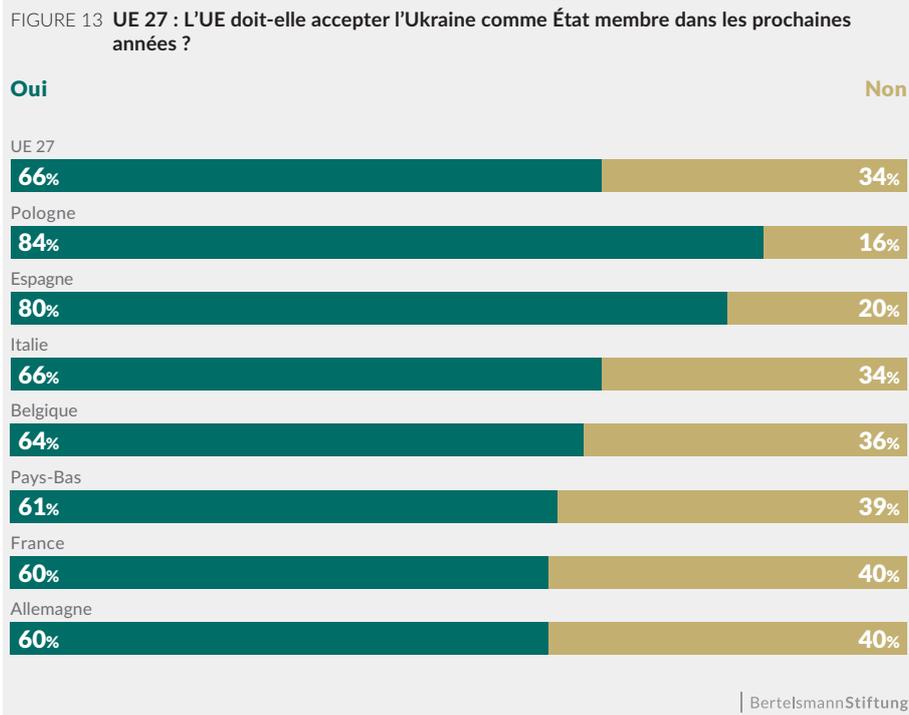
La ventilation par catégories d'âge est présentée à la figure 10. Le soutien à l'accueil des réfugiés ukrainiens est très élevé (autour de 80%) dans toutes les tranches d'âge.



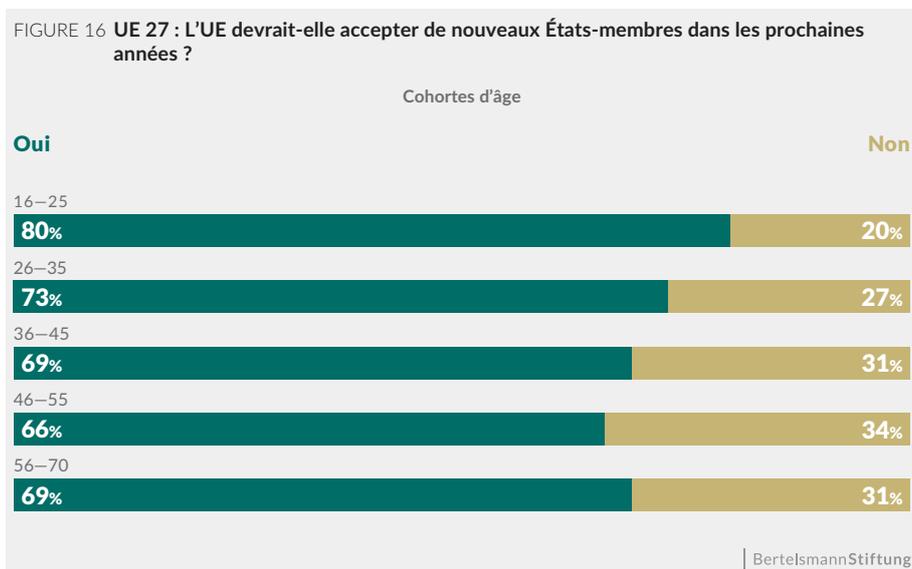
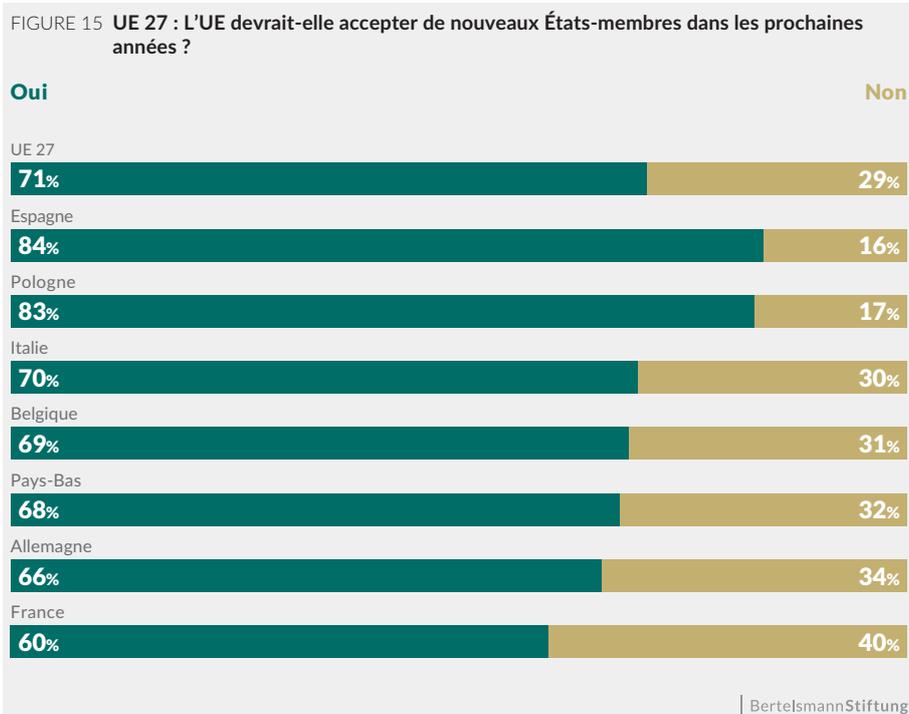
Un autre aspect important de la guerre en Ukraine concerne les implications pour la dépendance énergétique de l'Europe vis-à-vis du pétrole et du gaz importés de Russie. Une large majorité d'Européens veulent que l'Europe augmente son indépendance énergétique, même si cela implique une hausse des coûts de l'énergie. La figure 12 montre le soutien à l'indépendance énergétique par catégories d'âge.



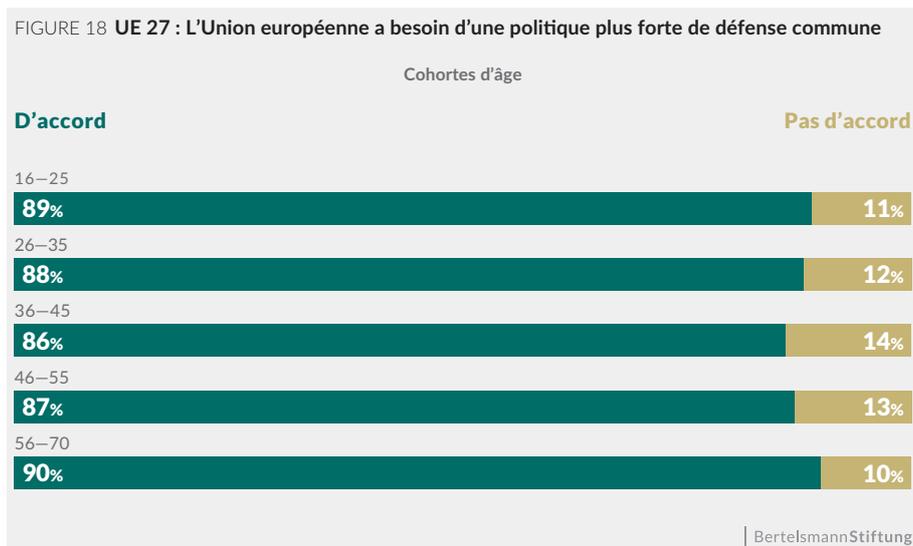
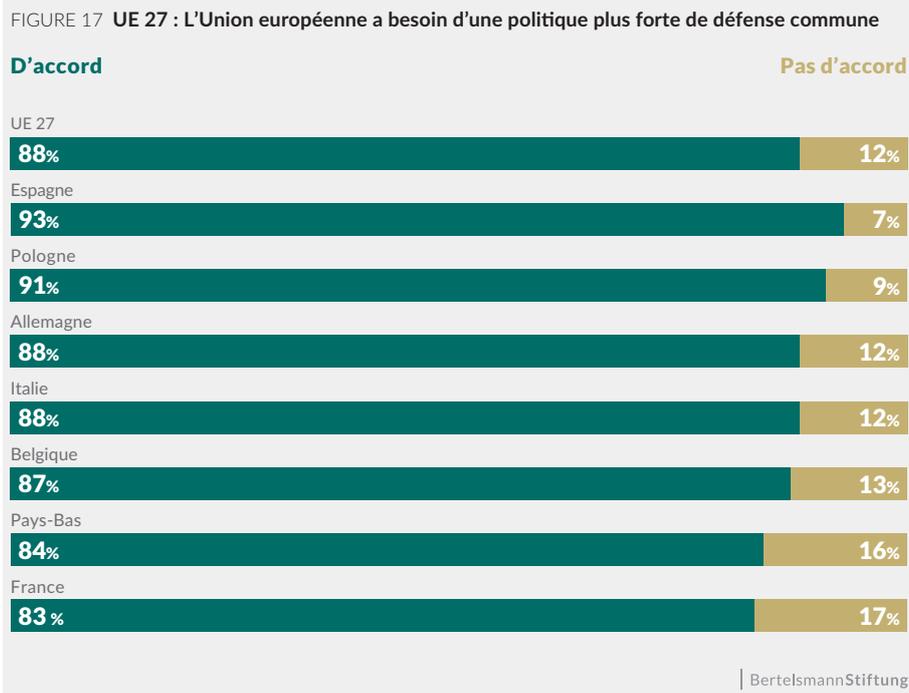
Peu après le déclenchement de la guerre, les dirigeants des gouvernements nationaux de l'UE ont approuvé l'octroi à l'Ukraine du statut de candidat à l'adhésion afin d'entamer le processus qui lui permettra de devenir un jour un État membre. La figure 13 montre que l'idée d'une adhésion de l'Ukraine à l'UE est soutenue par une majorité d'Européens. La ventilation par tranches d'âge est présentée à la figure 14.



En plus de l'adhésion de l'Ukraine à l'UE, les discussions sur une nouvelle stratégie d'élargissement de l'UE, en particulier à propos des pays des Balkans, ont également été relancées. La figure 15 montre comment se répartit le soutien à l'élargissement de l'UE, avec une ventilation par catégories d'âge à la figure 16.



Enfin, notre enquête a aussi demandé aux Européens s'ils pensaient que l'UE devait mener une politique plus forte de défense commune. La figure 17 apporte des éléments de réponse : environ 88% des répondants dans l'UE27 estiment que l'UE doit mener une telle politique. La figure 18 montre comment le soutien à une plus forte politique de défense commune se répartit entre les différentes tranches d'âge.





# Évolutions de l'opinion publique depuis le début de la guerre en Ukraine

Nous avons d'abord demandé l'opinion des citoyens européens sur la guerre en Ukraine en mars 2022, peu de temps après l'invasion russe. Nous avons réalisé une seconde vague de cette enquête en juin 2022, alors que la guerre en Ukraine durait depuis près de quatre mois. L'opinion des Européens a-t-elle changé depuis mars ? Les figures 19 à 22 ci-dessous montrent qu'il y a eu très peu de changements : le soutien à l'Ukraine des citoyens de l'UE est resté remarquablement stable.

Une image similaire de stabilité apparaît quand on examine l'opinion des citoyens sur la fiabilité de la Chine, de la Russie et des États-Unis (figure 20).

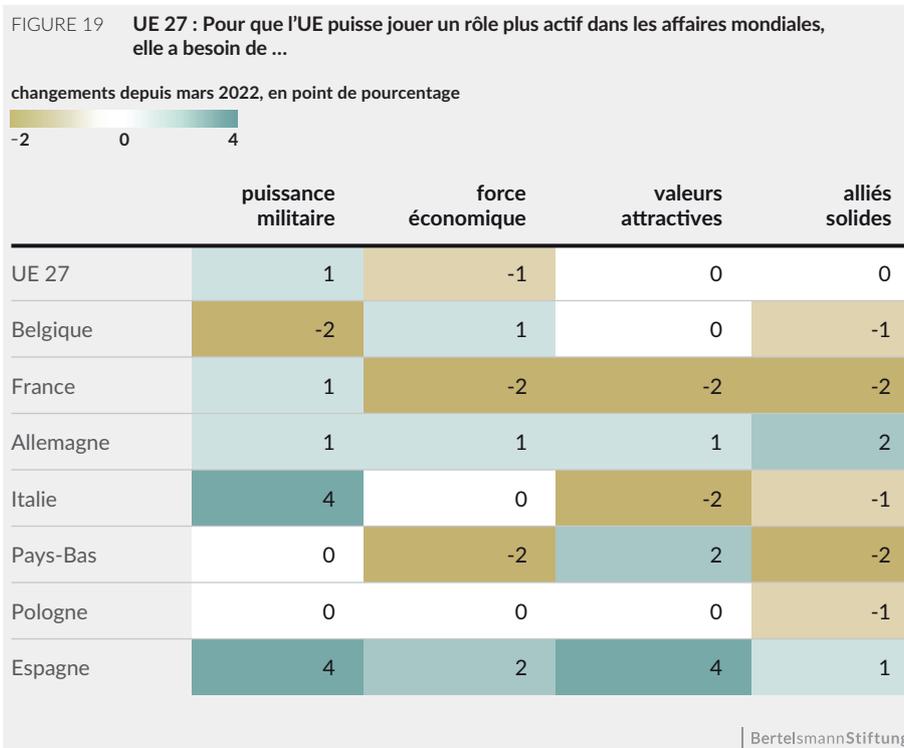


FIGURE 20 UE 27 : Partenaire le plus fiable pour l'Europe en matière de commerce et de sécurité

changements depuis mars 2022, en point de pourcentage

-2 0 2

	États-Unis	Russie	Chine
UE 27	-1	1	0
Belgique	0	-1	1
France	-2	2	0
Allemagne	0	-1	1
Italie	-2	0	1
Pays-Bas	0	1	-1
Pologne	1	1	-2
Espagne	0	1	-1

| BertelsmannStiftung

Il y a davantage de changements quand on examine les évolutions de l'opinion publique quant au soutien à l'Ukraine (figure 21).

FIGURE 21 UE 27 : Mesures de soutien à l'Ukraine

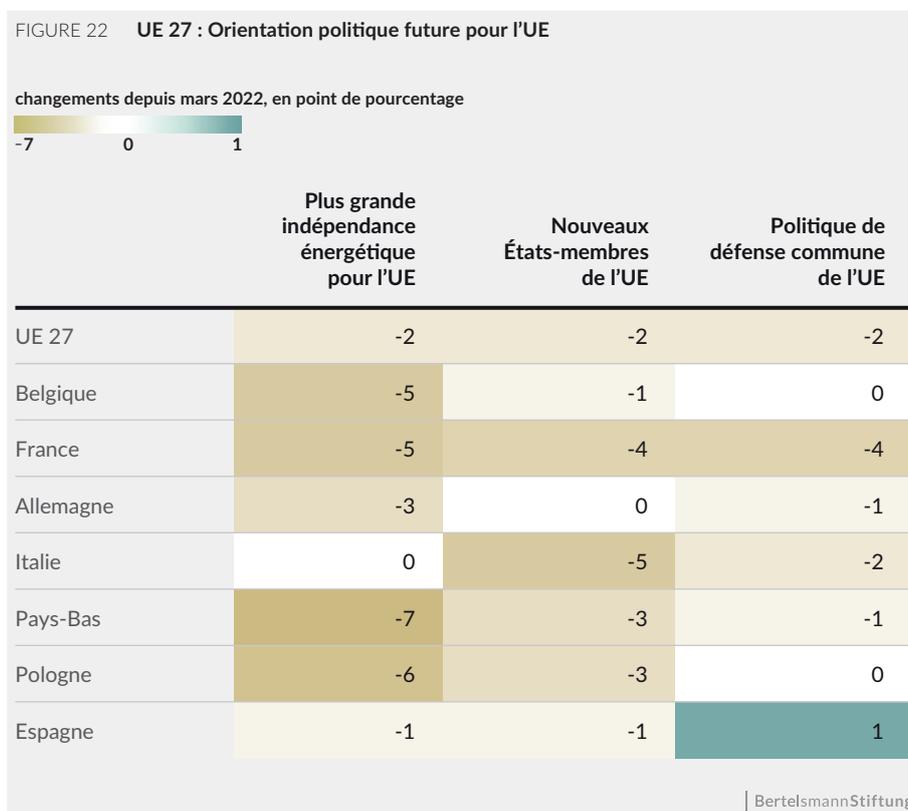
changements depuis mars 2022, en point de pourcentage

-8 0 2

	Livraisons d'armes à l'Ukraine par le pays	Livraisons d'armes à l'Ukraine par l'UE	Pays doit accepter réfugié ukrainiens	Adhésion de l'Ukraine à l'UE
UE 27	-2	-2	-5	-3
Belgique	-5	-3	-5	-1
France	-8	-6	-8	-3
Allemagne	-1	-1	-3	-1
Italie	0	-1	-4	-3
Pays-Bas	-3	-3	-7	-4
Pologne	2	0	-6	-3
Espagne	-5	-5	-3	-2

| BertelsmannStiftung

Enfin, la figure 22 montre l'évolution entre mars et juin 2022 du soutien à l'élargissement de l'UE, à une politique européenne de défense commune et à l'indépendance énergétique.

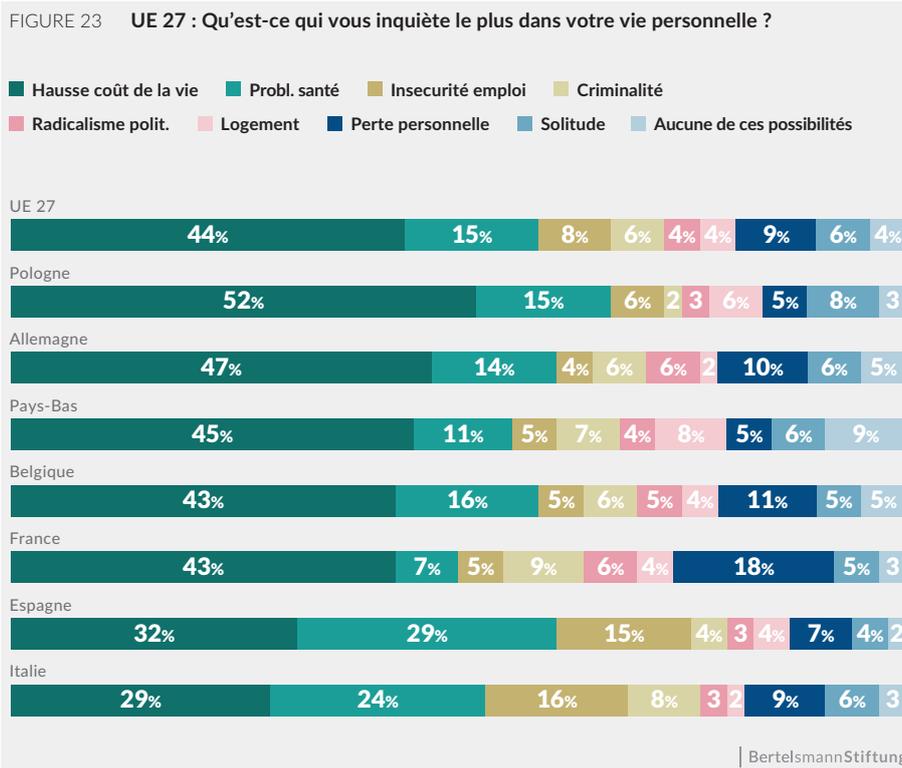


Dans l'ensemble, nous constatons que l'opinion publique européenne quant au rôle de l'UE dans le monde est restée remarquablement stable entre mars et juin 2022. En ce qui concerne le soutien à l'Ukraine et certaines politiques spécifiques de l'UE, on observe un léger recul du soutien dans la période observée, en particulier parmi les répondants français.



# Recul des finances et des perspectives personnelles

Tout cela est d'autant plus notable à la lumière de la détérioration de la situation financière des citoyens européens. Avec une inflation qui atteint des niveaux records (juste sous les 9% dans la zone euro au moment d'écrire ces lignes), les Européens commencent à sentir l'étau qui se resserre. La hausse du coût de la vie arrive clairement en tête de leurs principaux sujets d'inquiétude : près de la moitié des citoyens européens la citent comme étant leur première source d'inquiétude personnelle (figure 23).



De même, les ressources financières personnelles des Européens continuent à se détériorer à long terme. Nos tendances d'opinion démontrent que le nombre de citoyens de l'UE indiquant que leur situation économique personnelle s'est aggravée ces deux dernières années est passé de 31% à 43% depuis juin dernier. Interrogés pour savoir si leurs perspectives personnelles étaient positives ou négatives, 46% d'entre eux disent dans toute l'UE qu'elles sont négatives, contre 37% l'année dernière à la même époque. Avec une inflation qui devrait encore

augmenter, la générosité et l'unité des Européens vis-à-vis de l'Ukraine risquent d'être mises à l'épreuve. Mais jusqu'ici, cela ne semble pas avoir compromis leur soutien indéfectible pour les Ukrainiens.

Veillez noter que nous consacrerons notre prochaine *enquête eupinions* aux effets de la crise du coût de la vie ainsi qu'à la corrélation entre les préférences politiques et le soutien à l'Ukraine dans sa défense contre la Russie.

# Remarques finales

La guerre en Ukraine est largement considérée comme un événement historique ayant des implications pour le monde entier. Les différents États membres de l'UE et l'UE dans son ensemble ont revu des politiques clés et ont agi rapidement en réponse aux évolutions en cours. Les éléments marquants à cet égard sont le discours sur la *Zeitenwende* ("Nouvelle ère") du chancelier allemand Olaf Scholz, les sanctions économiques de l'UE visant à affaiblir la Russie et les aides financières accordées à l'Ukraine pour payer des achats d'armements. Mais la décision la plus significative est peut-être celle prise par la Suède et la Finlande de renoncer à leur neutralité traditionnelle dans les questions militaires et de sécurité pour rejoindre l'OTAN.

On dit souvent de la guerre qu'elle est un accélérateur de l'histoire. Les pressions s'accroissent, les décisions sont lourdes de conséquences et les budgets sont importants. Les gouvernements agissent rapidement, en attendant des citoyens qu'ils les suivent. Mais le font-ils ? Et, ce qui est peut-être plus important, même si un sursaut patriotique intervient, sera-t-il durable, en particulier lorsque le choc initial commence à s'estomper et que la nouvelle réalité s'installe ? Ces questions ont contribué à cadrer cette étude. En bref, la réponse est 'oui' dans les deux cas. Après avoir évolué rapidement lors du déclenchement de la guerre, l'opinion publique européenne est restée remarquablement stable quatre mois plus tard. Une large majorité (80%) d'Européens croient que l'UE devrait jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales. Quand on les interroge sur les mesures de soutien à l'Ukraine, ils continuent à appuyer les livraisons d'armes (60%), l'accueil de réfugiés ukrainiens (81%) et l'adhésion de l'Ukraine à l'UE (66%). En termes d'alliances internationales, les États-Unis font figure de partenaire le plus fiable. L'évolution la plus significative concerne la question de l'élargissement de l'UE. Avant la guerre, il n'y avait pas de majorité pour soutenir une nouvelle extension de l'UE alors qu'aujourd'hui, 71% des citoyens européens sont favorables à l'adhésion de nouveaux États membres. Les Européens soutiennent aussi largement la mise en place d'une politique de défense commune. Ils manifestent toutefois une plus grande prudence en ce qui concerne les livraisons d'armes à l'Ukraine. Il est intéressant de noter qu'ils sont plus favorables à des livraisons d'armes par l'UE (60%) que par leur propre pays (54%).

Avec une inflation qui grimpe dans toute l'Union européenne, le débat public actuel porte autant sur la hausse des prix que sur les mouvements sur la ligne de front. À mesure que les prix de l'énergie augmentent, le soutien en faveur de l'indépendance énergétique faiblit dans certains États membres – en particulier les Pays-Bas, la Pologne et la France – et enregistre un déclin marginal dans toute l'UE entre mars et juin 2022. Mais dans l'ensemble, les mesures de soutien à l'Ukraine dans sa défense contre la guerre initiée par la Russie restent populaires.

Il y a des différences entre États membres. Les Italiens sont les plus hésitants au sujet des livraisons d'armes à l'Ukraine. En fait, l'Italie est le seul État membre où une majorité de citoyens s'y oppose. Les Français, eux, sont traditionnellement

plus réticents par rapport à l'élargissement de l'UE. Il n'empêche que, dans la situation actuelle, une majorité d'entre eux soutiennent l'ambition de l'Ukraine d'adhérer à l'UE. Quand on compare l'évolution des réponses dans le temps, on constate même que c'est l'opinion publique française qui a le plus changé, ce qui pourrait être lié à la longue période électorale qu'a récemment connue le pays : entre mars et juin 2022, les citoyens français ont participé à deux élections nationales, chacune à deux tours.

Les campagnes électorales en cours et une crise énergétique imminente pourraient bien provoquer un automne politique chaud dans l'UE. Les États membres de l'UE ont réussi jusqu'ici à rester solidaires de l'Ukraine. Le choc causé par le retour d'une guerre territoriale en Europe et les destructions, les souffrances et les flux de réfugiés associés à cela, mais aussi le courage et la détermination dont ont fait preuve d'innombrables Ukrainiens ont marqué l'opinion publique européenne. Nos données montrent un désir, parmi les citoyens européens, de soutenir le peuple ukrainien. Mais en même temps, les inquiétudes quant à l'avenir et aux finances grandissent. Avec la montée des prix et des craintes d'instabilité économique, le désir des Européens d'aider l'Ukraine sera mis à l'épreuve. Cela concerne en particulier le risque de rationnement de l'approvisionnement en gaz, une perspective à laquelle les Européens n'ont plus été confrontés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Mais à ce jour, leur volonté de soutenir le peuple ukrainien a passé ce test haut la main. Touchant à la mémoire commune et à des histoires personnelles des sociétés, les questions de guerre et de paix susciteront probablement des réponses variées d'un État membre à l'autre. Les leaders ne devraient pas se baser simplement sur les chiffres invariablement élevés du soutien à l'Ukraine, mais plutôt défendre sans cesse la cause de la solidarité avec l'Ukraine en s'efforçant de faire passer le message qu'elle protège notre qualité de vie et notre avenir européen.

# Méthodologie

---

— e étude présente une vue d'ensemble d'une étude sur l'opinion publique, menée par Dalia Research dans 27 États membres de l'UE entre le 3 et le 24 juin 2022 pour la Bertelsmann Stiftung. L'échantillon de n=11 829 — a été constitué dans les 27 États membres de l'UE, en tenant compte de la répartition actuelle de la population en ce qui concerne l'âge (16-70 ans), le sexe et la région ou le pays. Afin d'obtenir des résultats représentatifs du recensement, les données ont été pondérées sur la base des statistiques les plus récentes d'Eurostat. Les variables de pondération cibles étaient l'âge, le sexe, le niveau d'éducation (tel que défini par les niveaux 0-2, 3-4 et 5-8 de la CITE [2011]) et le degré d'urbanisation (rural et urbain). Un algorithme itératif a été utilisé pour identifier la combinaison optimale de variables de pondération en fonction de la composition de l'échantillon dans chaque pays. Une estimation de l'effet de plan d'échantillonnage global basé sur la répartition des poids a été calculée à 1,22 au niveau global. Calculée pour un échantillon de cette taille et compte tenu de l'effet de plan d'échantillonnage, la marge d'erreur serait de 0,9 % à un niveau de confiance de 95 %.



# Liste des figures

Figure 1	UE 27 : L'Union européenne devrait jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales.	Figure 10	UE 27 : Votre pays doit-il accepter des réfugiés ukrainiens ? (Cohortes d'âge)
Figure 2	UE 27 : L'Union européenne devrait jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales. (Cohortes d'âge)	Figure 11	UE 27 : L'UE doit-elle chercher à accroître son indépendance énergétique même si cela implique une hausse des coûts de l'énergie ?
Figure 3	UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut	Figure 12	UE 27 : L'UE doit-elle chercher à accroître son indépendance énergétique même si cela implique une hausse des coûts de l'énergie ? (Cohortes d'âge)
Figure 3.1	UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut une puissance militaire.	Figure 13	UE 27 : L'UE doit-elle accepter l'Ukraine comme État membre dans les prochaines années ?
Figure 3.2	UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut une force économique.	Figure 14	UE 27 : L'UE doit-elle accepter l'Ukraine comme État membre dans les prochaines années ? (Cohortes d'âge)
Figure 3.3	UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut des valeurs attractives.	Figure 15	UE 27 : L'UE devrait-elle accepter de nouveaux États-membres dans les prochaines années ?
Figure 3.4	UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, il lui faut des alliés solides.	Figure 16	UE 27 : L'UE devrait-elle accepter de nouveaux États-membres dans les prochaines années ? (Cohortes d'âge)
Figure 4	UE 27 : Pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, elle a besoin de ... (Cohortes d'âge)	Figure 17	UE 27 : L'Union européenne a besoin d'une politique plus forte de défense commune
Figure 5	UE 27 : Partenaire le plus fiable en matière de commerce et de sécurité pour l'Europe	Figure 18	UE 27 : L'Union européenne a besoin d'une politique plus forte de défense commune (Cohortes d'âge)
Figure 6	UE 27 : Partenaire le plus fiable en matière de commerce et de sécurité pour l'Europe (Cohortes d'âge)	Figure 19	UE 27 : Pour que l'UE puisse jouer un rôle plus actif dans les affaires mondiales, elle a besoin de ...
Figure 7	UE 27 : Est-ce que l'UE/votre pays devrait soutenir l'Ukraine en lui fournissant des armes ?	Figure 20	UE 27 : Partenaire le plus fiable pour l'Europe en matière de commerce et de sécurité
Figure 8	UE 27 : Est-ce que l'UE/votre pays devrait soutenir l'Ukraine en lui fournissant des armes ? (Cohortes d'âge)	Figure 21	UE 27 : Mesures de soutien à l'Ukraine
Figure 9	UE 27 : Votre pays doit-il accepter des réfugiés ukrainiens ?	Figure 22	UE 27 : Orientation politique future pour l'UE
		Figure 23	UE 27 : Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans votre vie personnelle ?



## **Imprint**

© Octobre 2022  
Bertelsmann Stiftung

eupinions #2022/1  
**Sous pression**  
La guerre en Ukraine et l'opinion  
publique européenne

ISSN: 2365-9661

Conception :  
Lucid.Studio

Couverture :  
Florian Bayer

Bertelsmann Stiftung  
Carl-Bertelsmann-Straße 256  
33311 Gütersloh  
Allemagne

Isabell Hoffmann  
isabell.hoffmann@bertelsmann-stiftung.de  
Tél. +49 30 275 788 126

[www.eupinions.eu](http://www.eupinions.eu)

[www.bertelsmann-stiftung.de](http://www.bertelsmann-stiftung.de)